

En Allemagne on reconstruit les monuments

par Sandrine Kott & Thomas Wieder

Tandis qu’une vague de déboulonnage sévit à travers le monde, l’Allemagne se livre à une forme de reconstruction nationale autour de l’héritage prussien, qui fait également polémique.

Ces dernières années, dans la foulée des revendications de justice exprimées par des représentants des communautés africaines-américaines, les monuments et statues à la gloire de personnes impliquées dans le trafic d’esclaves et la conquête coloniale ou ayant défendu publiquement des positions racistes ont fait polémique. Les anciennes métropoles coloniales, comme la France ou la Grande-Bretagne, ainsi que les pays où l’esclavage a été largement pratiqué, comme les États-Unis, ont été le théâtre de dégradations ou de destructions de statues¹. L’iconoclasme a régulièrement accompagné les changements de régime, mais il a adopté en ces lieux une forme particulière : il est venu en appui des revendications de justice de certains groupes au sein de sociétés dont les héritages historiques sont interrogés. La déconstruction des monuments accompagne un travail de déconstruction des mythes et certitudes nationales. C’est l’inverse qui se produit en Allemagne, où on assiste à une forme de « re-construction » nationale.

Le processus qui a conduit à la seconde unité allemande, en 1990, a été largement interprété et présenté comme une ré-unification (*Wiedervereinigung*). On

¹ Voir la mise au point de Jacqueline Lalouette, « Esclavage, colonisation : des statues en question » sur le site de la fondations Jean Jaurès <https://www.jean-jaures.org/publication/esclavage-colonisation-des-statues-en-question/>

peut pourtant s'interroger sur la notion d'unification quand on sait qu'elle a pris la forme d'une extension à l'ensemble du territoire de la Loi fondamentale de la seule RFA. Mais c'est surtout le préfixe « re » qui pose question ici : il suggère une sorte de « restauration » et inscrit la seconde unification dans la continuité de la première : celle de 1871.

Durant les années 1990, les symboles politiques de cette continuité se sont enchaînés. En 1991, le Bundestag votait – à une très courte majorité toutefois – le déménagement des principaux ministères allemands à Berlin, ancienne capitale de la RDA certes, mais surtout de la Prusse et de l'Empire de 1871, le *Kaiserreich*. L'Allemagne de la seconde unification a pu ainsi être qualifiée de *Berliner Republik* (République de Berlin), ce qui la distingue à la fois de la République de Bonn (la RFA), vue comme une Allemagne tronquée, et de la République de Weimar, courte expérience démocratique brutalement interrompue par l'arrivée d'Hitler au pouvoir en 1933. Le parlement de la République de Berlin siège depuis 1999 dans le bâtiment du parlement impérial, le *Reichstag*².

C'est dans ce contexte de ré-unification ou de re-construction nationale qu'il faut comprendre les discussions qui entourent la réédification de monuments ou de statues endommagés durant la Seconde Guerre mondiale et/ou détruites dans la période qui suivit. À ces débats participent de larges pans de la société allemande. Ils sont généralement initiés par des citoyens qui pour des raisons de proximité géographique ou biographique se sentent directement concernés par les projets architecturaux proposés. Qu'ils soient ou non impliqués dès l'origine, les différents courants politiques interviennent et contribuent à durcir les oppositions entre une vision nationaliste du passé représentée par le parti d'extrême droite Alternative pour l'Allemagne (*Alternativ für Deutschland*, AFD) à laquelle s'opposent généralement le parti de gauche (*Die Linke*) et les verts (*Grünen*), tandis que les sociaux- et chrétiens-démocrates adoptent des positions changeantes. Enfin les historiens qui, en Allemagne, sont coutumiers des débats ou querelles historiographiques (*Historikerstreit*) sont partie prenante de ces discussions, y compris dans la sphère publique. Les débats portent d'abord sur le contexte dans lequel ont été édifiés ces monuments ou ces statues, les régimes qu'ils ont servis, la signification et la portée symbolique qu'ils ont eues et qu'ils ont encore pour ceux qui souhaitent les reconstruire. Souvent plus implicitement, ils portent aussi sur les raisons et les

² 1999 est la date effective du déménagement de la capitale à Berlin.

circonstances qui ont présidé aux destructions : l'héritage de la RDA comme la « justice des vainqueurs » sont ici mis en question.

Alors que les destructions de l'après-guerre visaient à rompre symboliquement avec une histoire tragique qui, depuis la première unification de 1871 et la domination prussienne, aurait conduit au nazisme, les reconstructions d'aujourd'hui témoignent d'une volonté de se réappropriier l'héritage prussien et celui du *Kaiserreich* comme élément à part entière de l'identité nationale allemande. Dans la mesure où les destructions ont souvent été ordonnées par les communistes, les reconstructions participent aussi d'une politique systématique d'effacement des traces d'une RDA absorbée par la RFA – plutôt qu'unifiée à celle-ci – en 1990.³

À défaut d'être des « lieux de mémoire », soit des objets dans lesquels s'incarnerait une identité nationale partagée, ces reconstructions sont les lieux d'une nouvelle mémoire ou d'un nouveau récit de l'histoire allemande. Celui-ci abandonne la fixation sur le nazisme, réévalue l'héritage prussien au détriment de celui de la République de Weimar et du mouvement ouvrier démocratique qui l'avait enfantée. S'il est loin d'être manichéen, il n'en sert pas moins un agenda national, voire nationaliste quand il est promu par l'extrême droite et notamment par le parti Alternative pour l'Allemagne (AfD). Ce récit est loin de faire l'unanimité et il est généralement décalé par rapport au travail des historiens. Trois reconstructions ou projets, trois débats publics et historiographiques d'importance inégale permettent de comprendre quels sont les acteurs et les enjeux de ces discussions mémorielles et historiques, et ce qu'elles révèlent des dissonances identitaires.

Un château remplace un palais : contre la RDA, l'héritage prussien

Plus que d'autres peut-être, la reconstruction du palais des Hohenzollern au cœur de Berlin est un symbole fort de cette laborieuse mise en récit⁴. Il a fallu près de trente années de débats et de polémiques pour que le forum Humboldt (*Humboldtforum*), abrité derrière la façade reconstruite du palais des Hohenzollern, se

³ Sur l'effacement des traces de la RDA, voir en français. Sonia Combe, Thierry Dufrêne, et Régine Robin, *Berlin : l'effacement des traces*, Paris; Musée d'histoire contemporaine, 2009. Nicolas Offenstadt, *Le Pays disparu. Sur les traces de la RDA*, Paris, Stock, 2018.

⁴ Sur Berlin voir Denis Bocquet et Pascale Laborier, *Sociologie de Berlin* (Paris la découverte, 2016).

substitue au palais de la République (*Palast der Republik*), monument emblématique de la défunte RDA⁵.

Présenté par les autorités de RDA comme un palais du peuple, le palais de la République avait été édifié à dessein sur les ruines du château des Hohenzollern endommagé par les bombardements alliés en 1945 et dont le dirigeant de la RDA, Walter Ulbricht, avait ordonné la destruction en 1950.



Le palais des Hohenzollern en 1945 (Wiki Common)

Inauguré en grande pompe en 1976, le palais de la République était un lieu de prestige de la petite Allemagne socialiste. Il accueillait les délibérations d'un parlement qui ne jouait quasiment aucun rôle, mais fonctionnait surtout comme une grande maison du peuple. Alors que la RDA comptait environ 16 millions d'habitants, le palais reçut 70 millions de visiteurs entre 1976 et 1990. Ceux-ci fréquentèrent ses salles de spectacle, ses treize restaurants, ses bars, son bowling, sa discothèque et ses salles des fêtes, le tout à des prix subventionnés et abordables pour tous. Les habitants de la RDA n'étaient pas dupes du symbole politique que représentait le palais, mais, pour eux, c'était d'abord un lieu festif. Certains y célébrèrent leur *Jugendweihe*, sorte de

⁵ Éliisa Goudin, « Six siècles après : la « renaissance » du château de Berlin », *Allemagne d'aujourd'hui* 234, n° 4, décembre 2020, p. 119-29 et Marie Hocquet, « La patrimonialisation du centre historique de Berlin, un oubli programmé ? », *Espaces et sociétés* 152-153, n° 1, avril 2013, p. 67-84.

communion laïque dont les origines plongent dans l'histoire du XIXe siècle allemand et, plus tard, leur mariage et ceux de leurs enfants. Pour toutes ces raisons, le palais de la République était populaire et comptait parmi les lieux de mémoire des habitants de la RDA.⁶



Le palais de la République à Berlin-Est, en 1977 (Wiki Common)

La décision de détruire le palais fut prise par le parlement allemand, le *Bundestag*, en juillet 2002. Les questions liées à la sécurité du bâtiment et à l'amiante furent invoquées pour justifier une décision d'autant plus contestée qu'elle était étroitement corrélée à la reconstruction du château des Hohenzollern. Des architectes de renom, comme Renzo Piano, défendirent le palais contre le château pour des raisons esthétiques, tandis que les Verts et le parti de gauche *Die Linke* menèrent campagne contre un projet qui leur apparaissait comme une réhabilitation des élites de l'ancienne Prusse. Les polémiques et les résistances expliquent que les travaux de démolition commencèrent en 2006, pour s'achever seulement fin 2008. Les habitants de la RDA, tout particulièrement ceux de Berlin-Est, y compris quand ils étaient

⁶ Heinrich Wefing, „Palast der Republik“ in Martin Sabrow (ed), *Erinnerungsorte der DDR*, München, Beck, p. 180.

hostiles au régime communiste, l'interprétèrent très largement comme une destruction de leur monde, le signe qu'ils étaient devenus des étrangers dans leur propre pays.⁷

Fermé pour des raisons de sécurité dès 1990, le palais de la République fut dissimulé en 1993-1994 par une grande toile sur laquelle était figurée la façade du château des Hohenzollern, résidence des souverains de Prusse. La façade baroque représentée sur la bache était celle de l'architecte Andreas Schlüter. Le prince électeur Frédéric III, devenu roi en Prusse en 1701, avait en effet fait procéder dès 1698 à une profonde rénovation de l'ancien château édifié au XVe siècle. L'embellissement se poursuivit sous les règnes suivants pour faire du château, devenu la résidence principale des rois prussiens, un exemple du baroque de l'Allemagne du Nord.

La bache qui visait à faire revivre l'édifice avait été financée par l'entreprise Thyssen-Hünnebeck et marqua le point de départ d'une campagne en faveur de la reconstruction du château prussien en lieu et place du palais de la République. L'industriel hambourgeois Wilhelm von Boddien avait fondé en 1992 une association (*Förderverein Berliner Schloss e.V.*) chargée de promouvoir le projet au sein de l'opinion publique et de lever des fonds. Grâce à une habile campagne, il parvint surtout à rallier à sa cause d'importants responsables politiques, si bien que la « reconstruction » fut finalement votée en juillet 2002 par le Bundestag par 384 voix contre 133. Des arguments esthétiques, historiques et politiques justifiaient le lancement du projet du forum Humboldt qui serait accueilli dans le bâtiment de l'ancienne résidence prussienne. Alors que le discours du *Förderverein* met en scène la participation citoyenne sur laquelle il fonde la légitimité du projet, celle-ci fut en réalité assez faible eu égard à l'ampleur des coûts, très largement pris en charge par la puissance publique⁸. Par ailleurs, le forum Humboldt n'est qu'une reconstruction partielle du château puisque la partie moderne, qui donne sur la rivière Spree, fait en quelque sorte contrepoids aux trois façades baroques, copies de la résidence royale⁹.

⁷ Sur ce point voir Agnes Arp, Elisa Goudin *La RDA après la RDA. Des Allemands de l'Est racontent*, Nouveau Monde, 2020.

⁸ Aux dons levés par l'association à hauteur de 80 millions d'euros s'ajoutèrent des subventions publiques de natures diverses pour un budget prévu de 670 millions.

⁹ Les éléments du débat <https://berliner-schloss.de/die-schlossdebatte/der-grundsatzbeschluss-des-bundestags-2002/>



Le Humboldtforum : la façade reconstituée et l'aile moderne sur la Spree en 2021 (Wiki Common)

Jusqu'à aujourd'hui, il existe une tension entre le projet de reconstruction à l'identique porté par le *Förderverein*, qui valorise l'héritage national prussien, et celui incarné par le forum Humboldt, inauguré le 16 décembre 2020 et qui se décrit d'abord comme un lieu ouvert sur le monde et qui accueille essentiellement des collections extra-européennes. Cette tension est à l'image de la Prusse elle-même qui est certes un royaume militaire, mais où ont été formés des savants et artistes et dont les élites menèrent dès le début du XIXe siècle une politique de profondes réformes « par le haut ». Frédéric II, dit le Grand, premier roi de Prusse (et non plus « en Prusse ») était francophile, ami des arts comme de Voltaire et en même temps grand conquérant. Il constitue une bonne incarnation de cette tension entre la tradition militaire et guerrière d'un côté, et l'intérêt marqué pour les arts et la culture de l'autre.

Diverses polémiques témoignent de ces aspirations contradictoires. L'une d'elles s'est focalisée sur la croix qui surmontait autrefois l'imposante coupole construite en 1845 sur les plans du célèbre architecte prussien Karl Friedrich Schinkel qui, dans la première moitié du XIXe siècle, transforma Berlin en ville capitale. Fallait-il la ré-installer ? Des associations de citoyens ainsi que des responsables de *Die Linke* et des Verts marquèrent leur hostilité, en soulignant que le symbole chrétien était en contradiction avec l'ouverture culturelle proclamée du bâtiment. La croix disposa toutefois de soutiens puissants : le *Förderverein*, les représentants des Églises chrétiennes, la droite conservatrice et même une grande partie de la social-démocratie soulignèrent que la croix portait un message universel de paix et ne devait pas être

réduite à une affirmation identitaire. La « croix de la réconciliation », comme l'a baptisé Wilhelm von Boddien, trône depuis mai 2020 au sommet du bâtiment qui abrite les collections d'art non-européen.

Par-delà les symboles religieux, la question est bien en effet celle du respect des cultures du monde dans une ville qui reste dans l'histoire celle où l'Afrique a été partagée lors de la célèbre conférence de 1885. Des historiens et historiennes d'art ont souligné que les objets exposés dans le forum furent pour beaucoup acquis dans un contexte colonial. Ils ont rappelé que durant les règnes des empereurs Guillaume Ier (1871-1888) et Guillaume II (1888-1918), également rois de Prusse, la conquête et domination coloniale allemande furent particulièrement brutales. Elle culmina en 1904-1908 avec le génocide des Hereros et des Nama, perpétré par des soldats de l'armée prussienne sous les ordres du général Lothar von Trotha. Les adversaires des choix muséographiques du forum, et tout particulièrement les associations postcoloniales, voient donc comme une provocation l'installation de ces objets acquis, pour beaucoup, durant la période coloniale à l'intérieur de la réplique d'un château d'une dynastie qui fut à l'origine de cette violente conquête.¹⁰ Plus largement, c'est la question de la tradition militaire et autoritaire prussienne qui fait ici polémique.

L'héritage prussien et l'église de la Garnison à Potsdam

L'histoire prussienne est plurielle et ne peut se résumer au rôle, bien réel pourtant, qu'y ont joué les élites et valeurs militaires¹¹. Cette critique du militarisme et de l'autoritarisme prussien s'inscrit dans une longue tradition. Madame de Staël faisait déjà la distinction entre une bonne Allemagne rhénane, pacifique et cultivée, et une mauvaise Allemagne prussienne, militariste et autoritaire. À l'issue de la Seconde Guerre mondiale, l'esprit prussien fut rendu complice – sinon responsable – du nazisme, et les Alliés s'efforcèrent de « déprussianiser » l'Allemagne. La Prusse – comme tous les anciens Länder – avait déjà disparu sous le nazisme, mais le coup de grâce fut porté en février 1947, date à laquelle la Prusse disparut légalement. Dans l'Est du pays, occupé par l'Armée rouge, les biens des élites prussiennes et ceux des Hohenzollern furent expropriés ; à l'Ouest, leurs collections furent prises en charge

¹⁰ Sur ce débat, voir en particulier Elise Pape, « Les débats postcoloniaux en Allemagne. Un état des lieux », *Raison présente* 199, n° 3, 2016, p. 9-21.

¹¹ Voir deux ouvrages en français : Jean-Paul Bled, *Histoire de la Prusse*, Paris, Fayard, 2007 et Christopher M Clark, *Histoire de la Prusse (1600-1947)*, Paris, Perrin, 2009.

par une fondation culturelle : la Fondation pour l'héritage culturel prussien (*Stiftung preussischer Kulturbesitz*).

L'unification a rebattu les cartes et, depuis quelques années, le débat autour des Hohenzollern a pris une nouvelle actualité à l'occasion de la demande d'indemnisation et de restitution déposée par les représentants de l'ancienne famille royale. Ces procédures sont légalement encadrées et la revendication n'est admissible que s'il est établi que les confiscations ne sont pas justifiées par la collaboration avec la dictature nazie. Cette demande a donc relancé la polémique sur le rôle des Hohenzollern - et plus largement des élites conservatrices allemandes et prussiennes – dans l'arrivée de Hitler au pouvoir. Tous les historiens s'accordent pour dire qu'il a existé une « alliance négative » entre les nazis et les Hohenzollern, reposant sur une haine commune de la République et des valeurs libérales ainsi que sur le partage des mêmes sentiments xénophobes, racistes et antisémites. La discussion porte sur le degré de complicité de la famille royale avec le nazisme. Il est avéré que le prince héritier Guillaume de Prusse a apporté un soutien sans faille aux nazis durant toute la République de Weimar et dans les premières années du III^e Reich dans l'espoir de rétablir la monarchie. Mais les dernières recherches soulignent que l'ensemble de la famille, jamais dépossédée de ses biens, se serait compromise avec le nazisme. Trois princes Hohenzollern auraient même été membres des troupes de chocs du parti nazi, les SA. Surtout, indépendamment de leur soutien en acte, la symbolique royale joua un rôle important dans la légitimation du national-socialisme aux yeux de la partie conservatrice de la population¹². Un de ces puissants symboles est la présence de Guillaume de Prusse au côté de Hitler dans l'église de la Garnison, le 21 mars 1933. Ce jour-là, resté dans l'histoire sous le nom de jour de Potsdam (*Tag von Potsdam*), symbolise l'alliance entre Hitler et les conservateurs, sans l'appui desquels Hitler ne serait jamais arrivé au pouvoir. Le 30 janvier 1933, Adolf Hitler est appelé à la chancellerie par le président de la République, le très conservateur maréchal Paul von Hindenburg, héritier de la noblesse prussienne. Le 27 février, le bâtiment du parlement est en feu ; le 21 mars, 62 ans jour pour jour après la première session du *Reichstag*, Hitler ouvre, à Potsdam, sa première session parlementaire. La ville a été décorée de drapeaux aux couleurs de la Prusse (noir blanc rouge) et de croix gammées. Le lieu de cette session, l'église de la garnison (*Garnisonkirche*), a été soigneusement choisi par le nouveau ministre de la propagande, Joseph Goebbels, en accord, semble-t-il, avec les Hohenzollern.

¹² Stephan Malinowski, *Die Hohenzollern und die Nazis. Geschichte einer Kollaboration*, Berlin, Propyläen-Verlag, 2021.

Inaugurée en 1732, l'église renferme en effet la tombe de Frédéric II, dit le Grand, qui régna de 1740 à 1786 et dont Hitler était un fervent admirateur. En choisissant ce lieu, les nazis mettent en scène la continuité entre le nouveau régime qui s'annonce et la tradition prussienne. Le 21 mars 1933, à la porte de l'église où sont rassemblés les députés, le chancelier Hitler s'incline devant le vieux président Hindenburg. Dans son discours à la tonalité volontairement conservatrice, il se réfère au « grand chancelier Bismarck », ancien ministre-président de Prusse, qui aurait été à l'origine de « l'unité politique et étatique » et aurait permis « la formidable ascension de notre peuple ». Hitler s'inscrit ainsi, à dessein, dans la tradition prussienne ; il lance un appel aux représentants des élites traditionnelles qui l'ont très largement soutenu avant que certains ne prennent conscience qu'il était en train de détruire l'Allemagne.



L'église de la Garnison à Potsdam, de Carl Hasenpflug (1827)

À la mise en scène d'Hitler répond une vision politique et historiographique qui voit dans l'héritage autoritaire et militaire de la monarchie prussienne l'origine du nazisme. C'est donc symboliquement que Potsdam, qui ne présentait aucun caractère stratégique, fut bombardée par l'aviation britannique en avril 1945, et que ses monuments – à l'exception du château de Sans-Souci, haut lieu de la francophilie de Frédéric le Grand – furent largement détruits par les autorités communistes de RDA.

C'est dans ce triple contexte que s'inscrit la polémique sur la reconstruction de l'église de la Garnison, qui est elle-même la touche finale portée à une large entreprise de restauration de la ville royale et de destruction des bâtiments construits durant la

période de la RDA. L'histoire de la résurrection de ce monument commence en 1984. Cette année-là, Max Klaar, un officier du bataillon parachutiste 271, basé à Iserlohn en RFA, fonde une association (Traditionsgemeinschaft Potsdamer Glockenspiel e.V.) afin de lever des fonds pour reconstruire le carillon de l'église de la Garnison, détruit, comme le reste de l'édifice, lors des bombardements d'avril 1945. 500 000 marks sont collectés et la réplique du carillon est inaugurée dans la caserne de l'armée de la RFA, la Bundeswehr, à Iserlohn, le 17 juin 1987. Après l'unification, elle est offerte à la municipalité de Potsdam, qui l'installe sur une des places de la ville, le 14 avril 1991.

Mais Max Klaar n'entend pas s'arrêter là. Alors qu'un vaste plan est lancé au début des années 1990 pour ressusciter le centre-ville de Potsdam tel qu'il était avant 1945, l'officier – qui prend sa retraite en 1992 – entreprend un intense travail de lobbying pour convaincre les autorités de reconstruire l'un de ses édifices emblématiques : l'église de la Garnison. D'abord accueillie favorablement, l'initiative se heurte toutefois à une hostilité croissante en raison des prises de position ultra-droitières de Max Klaar, qui ne reconnaît pas l'intangibilité de la ligne Oder-Neisse comme frontière entre l'Allemagne et la Pologne, relativise la responsabilité de la Wehrmacht dans les crimes nazis et n'hésite pas à recommander la lecture d'historiens clairement « révisionnistes ». En 2005, l'Église évangélique d'Allemagne (*Evangelische Kirche in Deutschland, EKD*) s'oppose publiquement à l'ancien officier, qui déclare ne pas souhaiter que la *Garnisonkirche*, une fois reconstruite, organise des bénédictions de couples homosexuels, promeuve une théologie « féministe » et apporte son soutien aux objecteurs de conscience. Désavoué, Max Klaar décide de dissoudre l'association qu'il a créée en 1984 pour reconstruire le carillon de l'église ; en 2008, une fondation voit le jour, la *Stiftung Garnisonkirche Potsdam*, qui s'affiche clairement en rupture avec l'ancien officier, lequel se retire définitivement de l'aventure en 2015. Cette nouvelle structure, au bureau de laquelle siègent des représentants de l'EKD, du Land de Brandebourg et de la ville de Potsdam, affirme vouloir faire de la nouvelle église de la Garnison un lieu de réconciliation et de paix. Le symbole de cette ambition est la croix de clous (*Nagelkreuz*) accrochée dans la chapelle provisoire bâtie en lisière du futur chantier : l'objet provient de la cathédrale anglaise de Coventry, bombardée par l'aviation allemande en novembre 1940. Une exposition permanente prévue dans l'enceinte du futur bâtiment doit par ailleurs, selon les concepteurs du projet, mettre en lumière les « moments problématiques » qui ont marqué l'histoire du monument.

Malgré l'apolitisme affiché par les nouveaux responsables du projet, celui-ci continue de susciter de vives oppositions. Pour reconstruire l'église de la Garnison, un autre bâtiment doit en effet être détruit : le *Rechenzentrum*, centre de recherche en

informatique, construit à la fin des années 1960 sur le terrain de l'ancienne église, dont les ruines ont été déblayées sur ordre des autorités de la RDA. Utilisé après l'unification comme immeuble de bureaux par l'Office de statistique du Brandebourg, il a changé de fonction dans les années 2010 pour devenir une maison de la culture abritant des ateliers d'artistes. Dans un tel contexte, la controverse autour de la reconstruction de l'église de la Garnison prend donc une autre dimension : pour les opposants, il ne s'agit pas seulement de s'opposer à la résurrection d'un monument associé au passé nationaliste de l'Allemagne, mais de sauver un bâtiment hérité de la RDA. Une église d'un côté, un centre de recherche transformé en maison de la culture de l'autre. La religion versus la science et l'art. Deux morceaux de patrimoine renvoyant à deux histoires allemandes radicalement opposées, celle du militarisme d'avant 1945 et celle du socialisme des années 1949-1990. Symbole de ce choc des mémoires : l'installation devant le *Rechenzentrum* d'une immense vitrine contenant la girouette et la couronne - toutes deux dorées - censées trôner au faite du clocher une fois reconstruit. Juste derrière : la façade du *Rechenzentrum* entièrement tapissée d'une mosaïque à la gloire de la conquête spatiale, intitulée *L'homme conquiert le cosmos* (*Der Mensch bezwingt den Kosmos*) et datant de 1972.



La couronne dorée de l'église de la Garnison exposée en vitrine devant la mosaïque décorant la façade du Rechenzentrum

La controverse, rampante pendant plusieurs années, a culminé lorsque le chantier a commencé. Le jour des premiers coups de pelleuse, le 29 octobre 2017,

alors que quatre cents personnes étaient réunies pour un office religieux célébrant l'événement, une centaine de manifestants sont venus protester aux cris de « Pas de mémorial pour les ennemis de la démocratie » ou « Non à un lieu de pèlerinage nazi ». Parmi eux, des adhérents du parti *Die Linke* et des Verts, mais aussi des militants antifascistes ainsi que des membres d'associations pacifistes comme la Fondation Martin-Niemöller, du nom de ce pasteur protestant devenu une grande figure de la résistance au nazisme. Une façon de rappeler que la reconstruction de la *Garnisonkirche* n'a jamais fait l'unanimité parmi les protestants allemands : l'EKD ne s'y est officiellement ralliée qu'au début des années 2000, mais même après cette date, plusieurs pasteurs et théologiens protestants ont continué de s'y opposer.

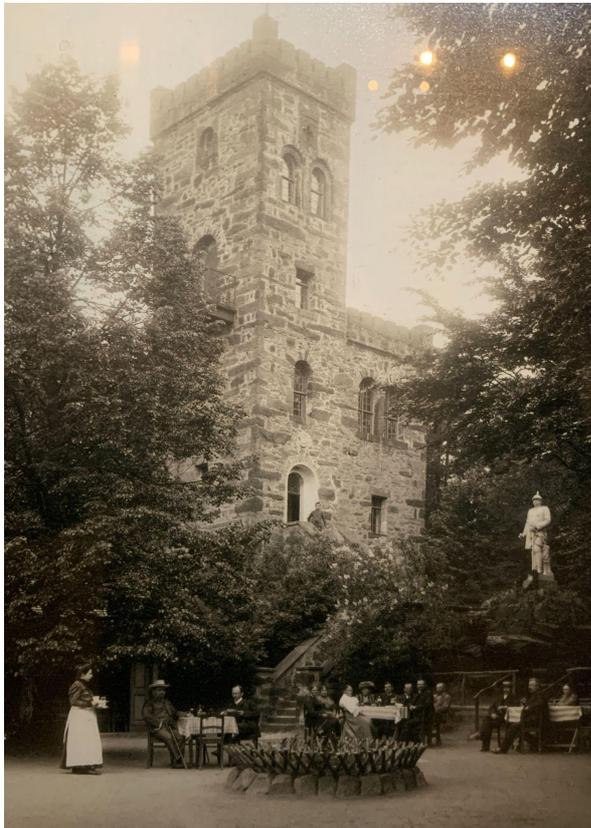
Quatre ans après le début du chantier, une sortie de crise se dessine. En décembre 2021, le maire de Potsdam, Mike Schubert (SPD), a annoncé qu'un compromis avait été trouvé : le *Rechenzentrum* – dont la démolition était programmée en 2023 – ne sera pas détruit, mais fera au contraire l'objet d'importants travaux de rénovation et de mise en valeur ; quant à l'église, seul le clocher sera réédifié, pas la nef dont la reconstruction exigeait la destruction du *Rechenzentrum*. Dans les quelques dizaines de mètres carrés séparant ce dernier et le futur clocher, un nouvel espace doit être aménagé : baptisé « Maison de la démocratie », il servira entre autres à accueillir les réunions du conseil municipal, la salle de l'hôtel de ville de Potsdam étant trop exigüe. Après des années de conflit, cette solution est notamment saluée par le président fédéral, Frank-Walter Steinmeier, pour qui ce compromis va permettre « l'édification d'un lieu de mémoire associant réflexion historique, débat démocratique et créativité culturelle ». Deux partis politiques, en revanche, s'y opposent, la CDU et l'AfD, regrettant l'une et l'autre que les représentants de l'Église protestante aient eux-mêmes renoncé à la reconstruction de la nef afin de trouver un terrain d'entente avec les défenseurs du *Rechenzentrum* qu'ils voient comme un héritage du régime honni de RDA. Cette tension se retrouve dans la polémique qui entoure la reconstruction d'une statue de Bismarck à Bautzen.

Bismarck statufié : de la première à la seconde unification allemande

Bautzen, petite ville de Saxe, est aujourd'hui, dans la mémoire de nombre d'Allemands, le lieu où les Soviétiques, puis les autorités de la RDA enfermèrent et

torturèrent les opposants politiques. Mais c'est aussi le centre des Sorabes, une minorité ethnique catholique de langue slave dont les membres défendent souvent avec vigueur leur identité, leur histoire et leur langue. Or après des décennies de germanisation forcée, en particulier durant le *Kaiserreich*, la minorité fut relativement protégée durant la période communiste.

La statue en question est un des nombreux, environ 500, monuments –tours, statues, fontaines- construits à la gloire de Bismarck, premier chancelier de l'Allemagne unifiée, durant le dernier tiers du XIXe siècle.¹³ Ces monuments, particulièrement nombreux en Saxe, furent presque systématiquement détruits par les communistes allemands, en particulier les jeunes de la jeunesse libre allemande (*Freie deutsche Jugend*, FDJ) après la chute du nazisme.



Statue de Bismarck sur la colline du Czorneboh, près de Bautzen (photo sans date, exposée dans l'auberge située à proximité)

¹³ Voir sur ces monuments Sandrine Kott, *Bismarck*, Paris, Presses de sciences po, p. 83-101.



Le socle de la statue, novembre 2021.

La polémique autour de la statue de Bismarck débute en octobre 2021 quand l'association de chants la *Bautzener Liedertafel*, qui se présente comme une « association de défense de la culture locale et du patrimoine musical », écrit au maire de la ville pour lui proposer de reconstruire la statue érigée en 1901 sur une colline proche de Bautzen et détruite en 1950, un an après la naissance de la RDA. « Tous les historiens sont d'accord sur l'importance de Bismarck pour notre pays. Inutile d'insister sur le rôle qu'il a joué dans l'unité de l'Allemagne », peut-on lire dans cette lettre de cinq pages, qui évoque la profusion de « stèles, bustes, statues, tours, bas-reliefs, sources et arbres » qui honorent la mémoire du *Reichskanzler* à travers le pays. « Des initiatives qui ne sont pas venues d'en haut, mais du peuple lui-même », affirme l'association, qui présente la destruction du monument, en 1950, comme un « acte de barbarie » perpétré par « les membres de la FDJ ». À la fin de son courrier, l'association se dit prête à prendre en charge les frais de reconstruction de la statue. Mais celle-ci se trouvant sur un terrain appartenant à la commune, rien ne peut se faire sans le feu vert de cette dernière.

Rendu public, le projet se heurte bientôt à une vive résistance, et ce pour deux raisons. La première est liée aux initiateurs du projet. Comme le révèle la presse locale, la *Bautzener Liedertafel*, sous ses dehors d'association purement culturelle, est en réalité

très marquée politiquement. Plusieurs de ses membres participent régulièrement aux rassemblements de Pegida, ce mouvement des « Patriotes européens contre l’islamisation de l’Occident », fondé à Dresde en 2014 et qui s’est affirmé, l’année suivante, comme fer de lance de l’opposition à la politique d’Angela Merkel en faveur de l’accueil des réfugiés. L’adresse de l’association elle-même laisse peu de doute sur son obédience politique : à Bautzen, elle est installée dans les mêmes locaux que la section locale du parti d’extrême droite AfD.

La deuxième raison pour laquelle la reconstruction de la statue de Bismarck fait polémique tient à Bismarck lui-même. Pour les Sorabes, Bismarck est en effet une figure honnie. C’est ce que rappelle l’Institut sorabe, un centre de recherche basé à Bautzen, dans une lettre ouverte en date du 11 octobre 2021. « L’État bismarckien s’est donné pour objectif de germaniser les minorités nationales sans faire le moindre compromis. (...) La politique prussienne contre les citoyens sorabes, polonais, danois et français s’est caractérisée par une défiance permanente et une répression continue. » Et les auteurs de cette lettre ouverte de conclure : « la réédification d’un monument à la gloire du ‘chancelier de fer’ (...) est un signal inquiétant pour tous ceux qui défendent l’image de Bautzen comme une ville démocratique et ouverte sur le monde. (...) »

La polémique est d’autant plus vive qu’elle transcende en partie les clivages politiques. Le 6 octobre 2021, le conseil municipal de Bautzen, réuni en commission exécutive, vote pour la reconstruction de la statue par 6 voix contre 2. Parmi ceux qui y sont favorables figure notamment le maire de la ville, Alexander Ahrens, membre du Parti social-démocrate (SPD). Cette position surprend quand on sait que Bismarck est à l’origine de la loi antisocialiste (1878-1890) qui conduisit à l’interdiction du parti social-démocrate et à l’emprisonnement de nombre de ses membres. Interrogé sur les raisons de ce choix, il explique : « D’abord, je considère Bismarck comme un personnage plus positif qu’on ne le dit bien souvent : beaucoup moins va-t-en-guerre que l’Empereur, il s’est aussi opposé aux antisémites les plus extrêmes. Comme social-démocrate, je retiens aussi sa politique progressiste sur le plan social. Bref, je le vois comme un personnage intéressant et complexe. Si un tel monument peut servir à faire vivre le débat, je ne vois pas où est le problème. »¹⁴

Le feu vert donné par la commission exécutive, le 7 octobre 2021, provoque un tollé chez les écologistes et au sein du parti *Die Linke*, non représentés au sein de celle-ci. Comme c’est leur droit, ils obtiennent qu’un nouveau vote soit organisé, cette fois

¹⁴ Sur l’antisémitisme bien réel de Bismarck, voir Sandrine Kott, *ibid*, p. 306-317. Quant aux assurances sociales dites « bismarckiennes », elles ont en réalité assez peu à voir avec Bismarck lui-même.

en présence de l'ensemble du conseil municipal et non des huit seuls élus qui siègent dans la commission exécutive. Organisé le 25 novembre 2021, le scrutin se déroule dans une ambiance tendue et se conclut par une défaite des partisans de la reconstruction de la statue : 12 voix contre, 9 pour et 3 abstentions. Lors du débat qui a précédé le vote, les opposants à la reconstruction se sont assez peu attardés sur la figure de Bismarck en tant que telle, préférant justifier leur position au nom de leur responsabilité, en tant qu'élus, de veiller à l'apaisement des esprits. C'est ainsi que, devant l'ampleur prise par la polémique, le SPD a décidé de voter contre, craignant que le monument devienne « un lieu de rassemblement pour l'extrême droite ». Les chrétiens-démocrates (CDU), eux aussi, ont mis en avant leur souci de « préserver la paix civile », leur volonté de ne pas « entacher l'image de Bautzen à l'extérieur » et leur « égard » pour les Sorabes. Quant aux libéraux (FDP), ils ont expliqué que cette controverse les avait surtout convaincus de l'inutilité de réveiller de vieux débats et que l'important était au contraire de « regarder vers l'avant plutôt vers le passé ».

L'AfD, qui sans surprise a voté pour, saisit l'occasion pour crier à la trahison. La CDU et le FDP, dénoncent le parti d'extrême droite, se sont rendus « complices des communistes » et se sont laissés intimider par « l'air du temps gauchiste-écologiste (*linksgrün*) ». Un argument banal de la part du parti d'extrême droite dont tout le discours consiste à se présenter comme la seule force politique fière d'honorer les « héros » de l'histoire allemande, là où toutes les autres sont accusées de regarder le passé avec « contrition ».

Les questions ouvertes par les projets de reconstruction des monuments prussiens renvoient à des débats anciens sur les origines et la nature de la construction nationale allemande. D'un côté, ces projets interrogent de nouveau l'héritage prussien, celui du *Kaiserreich* et de la première unification allemande. Ils renvoient à l'héritage militaire et autoritaire allemand, aux massacres coloniaux, aux campagnes de germanisation, à la répression des catholiques et des socialistes, aux formes extrêmes d'antisémitisme et de racisme qui marquèrent l'histoire de la première Allemagne unifiée. D'un autre côté, les travaux historiques des dernières décennies ont livré une analyse équilibrée de cette période qui vit s'épanouir une nation allemande économiquement prospère et socialement démocratique ; ils rappellent aussi que ni l'antisémitisme, ni les brutalités coloniales, ni l'autoritarisme ne furent, à l'époque, des spécificités allemandes.

Reste qu'il y eut le nazisme. Celui-ci ne peut être réduit à un « accident » de l'histoire et il fut longtemps interprété comme l'aboutissement et le point culminant

de cette tradition prussienne. L'appui des Hohenzollern à Hitler, la manière dont celui-ci a su mobiliser cet héritage est venu soutenir cette interprétation. Ceci explique que les alliés d'abord, les autorités communistes ensuite aient volontairement détruit les monuments symboles de l'héritage prussien et que la Prusse elle-même ait été dissoute.

Les projets de reconstruction ouvrent deux ensembles de questions. Tout d'abord, dans chacun des cas présentés, les propositions résultent d'une initiative de citoyens qui, ouvertement ou non, cherchent à établir un nouveau récit de l'histoire allemande établissant une continuité heureuse entre la première et la seconde unification. Ce récit se libère de la culpabilité du nazisme et oublie l'héritage démocratique et social de la république de Weimar. Ces citoyens se situent généralement à droite, souvent à l'extrême droite du spectre politique. Ce sont d'ailleurs les représentants du parti AfD aux parlements régionaux et au *Bundestag* qui ont proposé en janvier 2021 de commémorer « avec reconnaissance la fondation du *Reich* allemand ». Néanmoins, ces projets peuvent trouver l'appui d'un large ensemble de forces politiques et culturelles qui voient dans ces reconstructions, dès lors qu'elles sont maîtrisées et entourées d'explications, une manière de se saisir avec intelligence du passé allemand et de re-construire une identité positive dans la suite logique de ce qui a été largement interprété comme une ré-unification allemande. Tous ces projets, ceux que nous avons présentés étant les plus emblématiques, mais pas les seuls, ont été entourés d'intenses débats publics qui témoignent à leur manière de la bonne santé de la démocratie allemande.

Il n'en reste pas moins que divers segments de la population ne se retrouvent pas dans ce nouveau récit et le nouveau projet national qui le fonde. C'est le cas des minorités ethniques et religieuses, de groupes sociaux spécifiques, c'est le cas aussi des citoyens de l'ex-RDA ou de ceux qui continuent de défendre l'orientation antifasciste du défunt régime. Car ces reconstructions sont aussi l'occasion de solder l'héritage de la RDA qui, dans le discours dominant en RFA, n'a été qu'un « État de non-droit ». En effaçant purement et simplement les traces de ce qui fut pourtant une « autre Allemagne », les destructions ignorent les expériences et les souvenirs des habitants de ce pays. Sans nécessairement nourrir la nostalgie à l'égard du régime défunt, ceux-ci revendiquent le droit à leur propre mémoire.

Alors que dans de nombreux pays occidentaux, monuments et statues sont ré-interrogés à travers le prisme décolonial, en Allemagne, dans une période de reconstruction de la nation, les débats sur les monuments à détruire et à reconstruire

sont d'abord sous-tendus par les interrogations sur les continuités et/ou discontinuités de l'histoire nationale. Si les contextes et les enjeux sont différents, l'Allemagne constitue un excellent laboratoire des débats actuels sur les conflits mémoriels et la mémoire des lieux. Par ailleurs, si les positions de départ sont souvent très clivées et si le débat est souvent instrumentalisé à des fins politiciennes, ce débat public est vif et, comme dans le cas de l'église de la garnison à Potsdam, peut même déboucher sur une solution architecturale et urbanistique qui permet de faire coexister dans un même lieu des mémoires divergentes, voire opposées.

Publié dans laviedesidees.fr, le 3 mai 2022